

LE GRAND PERIGUEUX
1 bd Lakanal – BP 70171 – 24019 - PERIGUEUX

DELIBERATION DD019-2018

Nombre de membres du conseil	
en exercice	95
Présents	58
Votants	67
Pouvoirs	9

Date de convocation du Conseil du Grand Périgueux
le 2 février 2018

LE 8 février 2018, Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU GRAND PERIGUEUX, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur AUZOU

OBJET : APPROBATION DE LA MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LA CHAPELLE GONAGUET

M. Jacques AUZOU, Président
Christian LECOMTE, Secrétaire

Mmes BOUCAUD, GONTHIER, PASQUET, SALINIER, DE PISCHOF, BELOMBO, CONTIE, FAURE, BORAS, DARTENCET, DATRIER, LABAILS, LEON, MAXHEIM-MALARD, MOULENES, PERRAUD-DAUSSE, RAT-SOUIILLER, SALOMON.

MM. LE MAO, MOTTIER, SUBERBERE, PASSERIEUX, CHERON, DOBBELS, ROUSSARIE, MARTINEAU, SCHRICKE, PROTANO, FRADON, GEOFFROY, LEGAY, MOTARD, LACOSTE, RIGAUD, MERILLOU, BARBANCEY, DUNOYER, KHAIRALLAH, MOSSION, ROUQUIE, TALLET, RAUZET, GUILLEMET, LOURD, GRELLETY, LARENAUDIE, COLLINET, LAROCHE, BUFFIERE, RATIER, USCAIN, GENDRE, GEORGIADES, DUCENE, CACAN, MONTORIO.

ABSENTS :

Mmes : KERGOAT, ROUFFINEAU, GATAULT, CHABREYROU, MONTEIL-MAYAUD, DORET, DECABRAS.

MM. : BUISSON, BEYLOT, DESPLAT, BONNET, LARRE, BREAU, COUNIL, RAYNAUD, GARRIGUE, BERIT-DEBAT, DENIS, LE PAPE, PUYRIGAUD, AUDI, CIPIERRE, COUDERC, MOSSION, LE VACAON, TENAILLON, MALLET, MATHIEU, REYNET, COLBAC, HERBRETEAU.

POUVOIRS :

M. COUNIL	Pouvoir à	M. PASSERIEUX
M. BELLEBNA	Pouvoir à	M. MARTINEAU
M. LE PAPE	Pouvoir à	Mme MOULENES
M. AUDI	Pouvoir à	M. AUZOU
M. GIRADEL	Pouvoir à	M. BARBANCEY
M. MACARY	Pouvoir à	Mme DARTENCET
Mme PAUL	Pouvoir à	M. ROUSSARIE
Mme DORET	Pouvoir à	M. LARENAUDIE
Mme ROUX	Pouvoir à	M. DUCENE

**OBJET : APPROBATION DE LA MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
GONAGUET**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que depuis le 1er octobre 2015, le Grand Périgueux est compétent en matière de planification urbaine. A ce titre, il est compétent pour les procédures d'évolution des documents d'urbanisme communaux, jusqu'à ce que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal soit approuvé.

Que la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Grand Périgueux, mais l'ensemble du travail est mené avec la commune.

Que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de La Chapelle Gonaguet est concerné par une procédure de modification, lancée par une délibération du conseil communautaire du 23 mars 2017.

Que le PLU de la commune de La Chapelle Gonaguet, approuvé par une délibération du conseil municipal du 22 août 2007, a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée et d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

Que la présente modification n°2 du PLU de La Chapelle Gonaguet comporte 4 objets :

- la réparation d'une erreur matérielle au niveau de l'emplacement réservé n° 5 survenue lors de la procédure de déclaration de projet, par la suppression de cet emplacement réservé ;
- la création d'un emplacement réservé autour du Prieuré de Merlande afin de permettre à la commune d'effectuer les travaux nécessaires à l'entretien et à la protection du Prieuré de Merlande, bâti patrimonial dont la commune est propriétaire ;
- une modification de zonage visant un classement de la zone 1AUa4 au Nord du bourg en zone UBa, afin de prendre en compte le fait que cette zone est déjà urbanisée en partie et d'y permettre des projets d'habitat individuel en assainissement autonome ;
- une adaptation du règlement du PLU sur plusieurs articles afin de prendre en compte les dispositions relatives à la loi ALUR du 24/03/2014 (principe de densification, suppression des coefficient d'occupation des sols,...) ainsi que certaines requêtes d'administrés sur l'aspect extérieur des constructions, et de mettre en conformité le PLU avec la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6/08/2015 (dite loi Macron) par un réajustement du règlement des zones agricoles et naturelles afin d'y permettre les évolutions du bâti existant à usage d'habitation (annexes, extensions sous conditions).

Que conformément à l'article L. 121-4 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n° 2 du PLU de la commune de La Chapelle Gonaguet a été notifié aux personnes publiques associées :

- la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers a rendu un avis favorable en sa séance du 6 septembre 2017,
- les services de l'État ont informé le Grand Périgueux d'un avis également favorable, tout comme le Département de la Dordogne.

Considérant que par arrêté n° ARRU019-2017 du 14 septembre 2017, le Président du Grand Périgueux a organisé une enquête publique unique à 3 procédures, à savoir les modifications des PLU de la commune de La Chapelle Gonaguet, de la commune de Château l'Evêque et de la commune de Mensignac. Elle s'est déroulée du lundi 23 octobre 2017 à 9h00 au jeudi 23 novembre 2017 à 12h00.

Que le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal d'enquête publique au Grand Périgueux le 24 novembre 2017, auquel le Grand Périgueux a répondu le 1er décembre 2017. Le rapport final d'enquête publique a été remis le 21 décembre 2017.

Que deux interventions ont été faites et reportées sur le registre d'enquête publique concernant la modification n° 2 du PLU de la commune de La Chapelle Gonaguet.

Que ces deux interventions ont le même objet, à savoir la création de l'emplacement réservé autour du Prieuré de Merlande. L'objectif de la création de cet emplacement réservé, souhaité par la commune, est de lui permettre de réaliser les travaux (notamment d'assainissement du bâti) nécessaires à l'entretien, à la protection et à la réhabilitation du monument. Ces travaux font d'ailleurs l'objet de prescriptions de la DRAC.

L'une des requêtes est formulée par un habitant de la commune qui fait part de l'enjeu d'effectuer des travaux sur ce patrimoine à sauver et propose des solutions. Cette remarque n'appelle pas de réponse de la part du Grand Périgueux, qui en prend toutefois note.

L'autre est formulée par le propriétaire de la parcelle impactée par le projet d'emplacement réservé. Ce dernier, assisté d'avocats, s'oppose à cette solution et conteste donc le choix de créer un emplacement réservé.

Considérant que dans son rapport, le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet de modification assorti d'une recommandation ; à savoir reconsidérer la solution de l'emplacement réservé au profit d'une servitude de tour d'échelle, ou à défaut d'accord amiable, d'envisager une procédure de déclaration d'utilité publique.

Que la commune et le Grand Périgueux s'accordent sur le fait de renoncer à l'institution de l'emplacement réservé. Toutefois, ce choix est conditionné par le fait qu'une autre solution, de préférence amiable, puisse être trouvée entre le Grand Périgueux, la commune et le propriétaire de la parcelle, afin de permettre à la commune d'assurer la pérennité du site en respectant les prescriptions de travaux énoncées par la DRAC.

Que cette solution, servitude de tour d'échelle ou autre, ne relève pas d'une procédure d'urbanisme.

Que par conséquent, compte tenus des avis sur le projet, des remarques faites à l'enquête publique et des réponses qui y sont apportées, la modification n° 2 du PLU de La Chapelle Gonaguet peut être approuvée, en supprimant du projet, dont le dossier a été soumis à l'enquête publique, la création de l'emplacement réservé autour du Prieuré de Merlande.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRES EN AVOIR DELIBERE :

- Approuve la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Chapelle Gonaguet en supprimant du projet la création de l'emplacement réservé autour du Prieuré de Merlande

- Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège du Grand Périgueux et en mairie de La Chapelle Gonaguet pendant un mois
- Dit que la mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département
- Dit que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité
- Précise que le dossier de PLU modifié est tenu à la disposition du public au siège du Grand Périgueux et à la mairie de La Chapelle Gonaguet aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture, conformément à l'article L. 123-10 du Code de l'Urbanisme.

Adoptée à l'unanimité

Délibération publiée le	01 MARS 2018	Pour extrait conforme	01 MARS 2018
Délibération certifiée exécutoire à compter du	01 MARS 2018	Périgueux, le	01 MARS 2018

Le Président
 Jacques AUZOU



DELIBERATION DD153-2016

Nombre de membres du conseil	
en exercice	67
Présents	52
Votants	61
Pouvoirs	9

Date de convocation du Conseil du Grand Périgueux
le 23 septembre 2016

LE 29 septembre 2016, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU GRAND PERIGUEUX, dûment convoqué s'est réuni
en session ordinaire sous la présidence
de Monsieur Auzou

**OBJET : APPROBATION DE LA DECLARATION DE PROJET PERMETTANT LA REALISATION D'UNE
CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE SUR LA COMMUNE DE LA CHAPELLE GONAGUET ET EMPORTANT MISE
EN COMPTABILITE DE SON PLU**

Président : M. AUZOU

Secrétaire de séance : M. LECOMTE

PRESENTS :

Mmes BOUCAUD, PASQUET, DE PISCHOF, BELOMBO, CONTIE, ROUFFINEAU, GATAULT, CHABREYROU, BORAS,
DARTENCET, DATRIER, LABAILS, MAXHEIM-MALARD, MONTEIL-MAYAUD, MOULENES, PERAUD-DAUSSE, SALINIER, DORET.

MM. BUISSON, LE MAO, COUNIL, PASSERIEUX, SUBERBERE, TESTUT, DOBBELS, ROUSSARIE, SCHRICKE, CROUZAL,
PROTANO, GEOFFROY, BONNET, LE PAPE, LACOSTE, LARRE, RIGAUD, LAROCHE, BREAU, LARENAUDIE, AUDI, CIPIERE,
KHAIRALLAH, MACARY, MOSSION, TENAILLON, MOTTIER, MATHIEU, BUFFIERE, TALLET, GENDRE, GEORGIADES.

ABSENTS : Mmes. GONTHIER, RAT-SOULIER, DECABRAS, SALOMON, PAUL.

MM. BEYLOT, DESPLAT, BERIT-DEBAT, BARBANCEY, DUNOYER, GIRADEL, LE VACON, ROUQUIÉ, REYNET, COLBAC.

POUVOIRS

M. BEYLOT	Pouvoir à	M. MOTTIER
Mme GATAULT	Pouvoir à	M. RIGAUD
M. DUNOYER	Pouvoir à	M. MACARY
M. GIRADEL	Pouvoir à	Mme MOULENES
Mme RAT-SOULIER	Pouvoir à	Mme DARTENCET
M. ROUQUIÉ	Pouvoir à	Mme BORAS
Mme PAUL	Pouvoir à	M. ROUSSARIE
M. COLBAC	Pouvoir à	Mme SALOMON
Mme DECABRAS	Pouvoir à	M. GEORGIADES

OBJET : APPROBATION DE LA DECLARATION DE PROJET PERMETTANT LA REALISATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE SUR LA COMMUNE DE LA CHAPELLE GONAGUET ET EMPORTANT MISE EN COMPTABILITE DE SON PLU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que la ville de Périgueux est propriétaire de terrains sur la commune de La Chapelle-Gonaguet, il s'agit de l'ancienne décharge de déchets ménagers de Lansinade, fermée en 1996 après 23 années de d'exploitation.

Considérant que la ville de Périgueux et la commune de La Chapelle-Gonaguet se sont entendues pour y promouvoir un projet de création d'une centrale solaire photovoltaïque au sol. Le site de Lansinade est classé en zone N (naturelle) dans le PLU de La Chapelle-Gonaguet, mais les règles de validation d'un tel projet au niveau national, par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), imposent un classement du site en zone constructible dédiée.

Qu' il appartient au Grand Périgueux, en étroite collaboration avec les deux communes concernées, de mener à bien une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Chapelle-Gonaguet.

Considérant qu' une telle procédure nécessite une délibération du Grand Périgueux sur l'intérêt général du projet, pour emporter mise en compatibilité du PLU et donc création d'une zone 1AUpv (zone constructible à vocation de production énergétique photovoltaïque) sur le site de Lansinade.

Description du projet et de son intérêt général

Le choix du site de Lansinade :

Considérant que la décharge contrôlée d'ordures ménagère a fermé ses portes en 1996, après 23 années de fonctionnement. L'installation, classée jusqu'en 2005, est à la charge de la Ville de Périgueux. Consécutivement à la fermeture de la décharge contrôlée, le site a été reprofilé en dôme et couvert d'une épaisse couche d'argile. La végétation spontanée a recolonisé une large partie du site (ronciers, broussailles etc.).

Considérant que malgré les 20 années qui se sont écoulées depuis sa fermeture, les sols de l'ancienne décharge contrôlée restent pollués, (même si la pollution est sous contrôle, confinée de façon étanche) et les déchets sont entreposés sur une épaisseur de 15 mètres environ. Le terrain sur lequel est projetée l'implantation de la centrale solaire correspond à la surface réellement exploitée pour le stockage des ordures ménagères (25 hectares) sur les 58 hectares au total maîtrisés par la Ville de Périgueux, qui incluent la zone d'isolement destinée à restreindre l'urbanisation autour des limites de la zone exploitée.

Considérant que l'objet du projet de centrale solaire porte donc sur des terres agricoles, et s'accompagne d'un projet de réhabilitation du site, afin de retrouver par ce biais une vocation utile et valorisante pour le territoire, et s'accompagne d'un projet à vocation pédagogique sur un périmètre plus large (un sentier pédagogique sera aménagé autour du site, avec des belvédères en bois, en lien avec les sentiers de randonnée existant). Cette perspective s'inscrit dans les préconisations de la Direction Départementale des Territoires (DDT) de Dordogne en matière l'implantation d'installations photovoltaïques au sol : « Les projets de centrales au sol n'ont globalement pas vocation à être installés en zones agricoles, notamment cultivées ou utilisées pour l'élevage. Les secteurs à privilégier sont les friches industrielles, les anciennes décharges, les anciennes carrières ... »

Caractérisation de l'intérêt général du projet :

Considérant que le projet de centrale solaire permet donc d'envisager un nouvel usage du site de Lansinade, compatible avec son caractère pollué. Au-delà de l'adéquation entre le projet et le site choisi, l'ensemble des installations de la future centrale solaire est destiné à être démonté et recyclé lorsque l'exploitation arrivera à son terme.

Que ce projet entraîne deux autres bénéfices pour le territoire. D'une part, il s'inscrit dans la politique des collectivités en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique, par la mise en œuvre d'une production d'énergie locale et renouvelable. Les premières études du constructeur et futur gestionnaire de la centrale choisit par la ville de Périgueux, URBASOLAR, démontrent la possibilité de développer une centrale photovoltaïque de grande puissance sur une surface exploitée d'environ 29 hectares. Cette puissance équivaut à la consommation annuelle d'environ 7 200 foyers, soit la moitié des besoins de la ville de Périgueux. Elle permet d'éviter l'émission de 6 650 tonnes de CO₂, chiffre non négligeable dans une perspective de réduction de 40% émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (loi de transition énergétique du 17 août 2015).

Que d'autre part, ce projet apporte une vraie plus-value au territoire par la valorisation pédagogique de ce site qui sera à la fois naturel et industriel. En effet, au-delà des ambitions de production d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, il est proposé de créer un circuit pédagogique de découverte tout autour du site. Le circuit envisagé à ce jour permet un bouclage avec un des chemins de randonnées de la commune. L'objectif est de promouvoir et sensibiliser le public aux énergies renouvelables et à l'environnement d'une façon générale. Il constitue également l'opportunité de compléter l'offre d'équipements de loisirs proposée aux habitants du secteur. Ce circuit sera ponctué de deux belvédères, d'observatoires pour la faune ou encore de panneaux d'informations. Ces éléments comprendront des vues possibles sur le projet de centrale solaire mais aussi plus largement sur l'environnement naturel et paysager du secteur.

Le faible impact environnemental du projet :

Considérant qu' outre le fait que le projet sera soumis à étude d'impact lors de la demande de permis de construire, la déclaration de projet a pu montrer que l'atteinte à l'environnement est minime.

Considérant que suite à la fermeture de la décharge contrôlée d'ordures ménagères, le site a été planté et a été recolonisé par de la végétation spontanée (arbres, ronciers, etc.). Trois inventaires écologiques ont été réalisés sur le site (par le bureau d'études Sud-Ouest Environnement) à différentes périodes de l'année (le 1er Juin 2015, le 25 Août et le 14 Octobre 2015). Ces sorties ont permis de déterminer les sensibilités écologiques du site. Les conclusions de ces relevés de terrain démontrent une faible diversité d'habitats et d'espèces, mais aucune de ces espèces ne présente d'enjeu local. Le site ne revêt donc pas de caractère floristique ou faunistique particulier. L'existence passée d'une décharge contrôlée et l'absence d'habitats naturels remarquables, justifie la compatibilité du projet avec son site d'implantation.

Considérant que les impacts écologiques du projet seront très faibles au regard de l'ancienne occupation du site, de son état actuel et de son éloignement vis-à-vis des secteurs à enjeux, humains, environnementaux ou patrimoniaux.

Déroulement de la procédure :

Considérant que comme l'impose le code de l'urbanisme dans son article L. 153-54, une réunion d'examen conjoint de la déclaration de projet s'est tenue le 18 mai 2016 dans les locaux du Grand Périgueux. Plusieurs réunions de travail préalables avaient déjà eu lieu. Le procès-verbal, favorable, de cet examen conjoint a été joint au dossier d'enquête publique.

Que suite à un arrêté du Président du tribunal administratif de Bordeaux du 19 mai 2016 désignant la commissaire enquêtrice, et à un arrêté du 31 mai 2016 du Président du Grand Périgueux décidant l'organisation d'une enquête publique, celle-ci a eu lieu du 20 juin au 23 juillet 2016. Outre le dossier de déclaration de projet lui-même, étaient joints à l'enquête le PV de l'examen conjoint, l'avis de l'autorité environnementale en date du 18 février 2016 dispensant ce projet d'évaluation environnementale, l'avis favorable de la CDPENAF (commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers) du 1er juin 2016, ainsi que les avis également favorables de la Chambre d'Agriculture, du SDIS, et de la commune de La Chapelle-Gonaguet (délibération du 28 juin 2016).

Que Madame la commissaire enquêtrice a remis son rapport, favorable au projet et à la mise en compatibilité du PLU, le 22 août 2016. Aucune des personnes qui se sont déplacées pour l'enquête publique n'a émis d'observation défavorable au projet, cependant quelques questions ont été posées, auxquelles le Grand Périgueux a répondu par un courrier du 16 août 2016. Ces remarques portaient sur :

- La visibilité du projet depuis le hameau des Andrivaux (commune de Chancelade). Le Grand Périgueux répond que la future étude d'impact (en phase permis de construire) traitera ce point, mais l'on peut d'ores et déjà dire que l'impact visuel du projet est limité par deux éléments : un éloignement de 430 mètres par rapport au hameau, et le couvert forestier. Enfin, la hauteur des installations photovoltaïque est inférieure à 3 mètres.
- D'éventuelles pollutions issue de l'ancien site de la décharge. Il y est répondu que la surveillance du site est assurée depuis la fermeture de la décharge par la ville de Périgueux, et que cela va continuer pendant la période de fonctionnement de la centrale. Aucune pollution n'a été relevée récemment (fuite de lixiviats) car l'étanchéité du confinement reste bonne. Le projet de centrale solaire aura recours à des fondations (posées au sol et non enterrées) pour les panneaux adaptées, afin de ne pas impacter l'étanchéité de la décharge.
- La clôture du site de l'ancienne décharge. Sera-t-elle maintenue ? La réponse est que seul le périmètre exact de la future centrale sera effectivement clôturé dans le cadre du projet. La clôture aura une hauteur de 2m, sans barbelé, et des passages pour la petite faune seront prévus. L'ancienne clôture du site sera alors vraisemblablement abandonnée et déposée.
- L'entretien du site à l'extérieur du projet de centrale photovoltaïque. Réponse : Tout le reste du site, essentiellement boisé, appartenant à la ville de Périgueux sera entretenu par elle, conformément aux préconisations des services de l'Etat et du SDIS (débroussaillage notamment, dans le cadre de la lutte contre les incendies de forêt).
- La demande des chasseurs de pouvoir continuer à traquer le gros gibier au sein de la zone N (hors périmètre stricte du projet photovoltaïque). Réponse : Le périmètre de chasse ne sera pas modifié. En effet, le site (emprise de la décharge) est aujourd'hui interdit au public et donc à la chasse, et le restera après la construction de la centrale.
- Le raccordement de l'ancienne maison du gardien au réseau public d'eau potable. Réponse : Une centrale photovoltaïque ne nécessite pas de raccordement à l'eau potable. Seule la base vie durant la phase de travaux devra être alimentée en eau potable, soit par repiquage sur les canalisations existantes (après demande d'autorisation au gestionnaire du réseau), soit par un système autonome. Ainsi, le déclassement de la décharge au bénéfice du projet photovoltaïque devrait permettre de supprimer l'adduction d'eau nécessaire pour la bache à incendie et donc rendre possible le découplage de l'adduction d'eau potable commune au logement et au site.

Considérant que le porteur de projet et les collectivités devront prendre en compte ces observations dans la réalisation prochaine du projet.

Mise en compatibilité du PLU :

Considérant que la mise en compatibilité du PLU de La Chapelle-Gonaguet avec le projet de centrale solaire photovoltaïque a pour objet :

S'agissant du zonage :

- De reclasser les terrains dans l'ancienne décharge (29 hectares) en zone à urbaniser (dite zone AU) en lieu et place du classement actuel en zone naturelle (dite zone N). Nommée 1AUpv, cette nouvelle zone sera exclusivement dédiée à l'accueil des constructions et installations liées à la production d'électricité à partir de l'énergie solaire.
- Un Espace Boisé Classé est créé en limite de l'habitation existante pour prévenir les conflits d'interface et l'intégration paysagère du projet.

S'agissant du règlement :

- L'article 2 du nouveau règlement de la zone 1AUpv limite strictement les occupations et utilisations du sol admises à la centrale photovoltaïque. Il conditionne l'autorisation des constructions et installations au maintien de la couche d'étanchéité de l'ancienne décharge.
- L'article 7 prévoit un recul des constructions pour prévenir les risques vis-à-vis de l'environnement forestier.
- L'article 10 limite les hauteurs maximales pour assurer l'insertion paysagère des constructions.
- L'article 11 édicte des règles en matière d'aspect extérieur des constructions et des clôtures.

Les autres éléments du PLU, comme le PADD (projet d'aménagement et de développement durable) et les OAP (orientations d'aménagement et de programmation), ne sont pas concernés par la mise en compatibilité.

En conclusion il est proposé aux élus du Grand Périgueux de reconnaître l'intérêt général du projet de centrale solaire sur le lieu-dit Lansinade à La Chapelle-Gonaguet, ce qui a pour conséquence la mise en compatibilité de son PLU.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

- de déclarer que le projet de construction d'une centrale solaire photovoltaïque sur l'ancienne décharge contrôlée de Lansinade, sur la commune de La Chapelle-Gonaguet, est d'intérêt général. Cette déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme de La Chapelle-Gonaguet.
- de préciser que la déclaration de projet respectera les mesures de publicité décrites au R. 153-21 du code de l'urbanisme :
 - publication de la déclaration de projet au recueil des actes administratifs
 - d'afficher pendant un mois au siège du Grand Périgueux ainsi qu'en mairie de La Chapelle-Gonaguet
 - l'insertion de la déclaration de projet dans un journal diffusé dans le département

Adoptée à l'unanimité

Délibération publiée le 6.10.2016	Pour extrait conforme
Délibération certifiée exécutoire à compter du 13 OCT. 2016	Périgueux, le 13 OCT. 2016

Le Président
Jacques AUZOU

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL

Le vendredi trente et un août deux mil douze, à 20 heures 00, les membres du Conseil Municipal de la commune de La Chapelle Gonaguet, dûment convoqués le 27 août 2012, par voie électronique, se sont réunis en session ordinaire, en salle du conseil à la Mairie, sous la présidence de Mme Anne-Marie CASA, 1^{ère} Adjointe.

Nombre de Conseillers :

En exercice : 12 **Présents :** Anne-Marie CASA, Jean-Luc ESCOUBEYROU, Nadine FOULARD,
Présents : 9 Martine CREYSSAC, Maxime GOMEZ, Jocelyn PEZON, Jacqueline LEVRERO,
Votants : 9 Stéphanie BOR-LASCAUD, Alain RAT.
Pouvoirs : 2 **Absents excusés :** Alain LE PAPE, Ariane GOMEZ.

Absents : Pascal CORNUT.

Pouvoirs : Alain LE PAPE a donné pouvoir à Anne-Marie CASA, Ariane GOMEZ a donné pouvoir à Maxime GOMEZ.

Madame Stéphanie BOR-LASCAUD a été élue secrétaire.

Emplacement réservé au lieu-dit « Les Granges » - Fin de l'information du public

Mme Anne-Marie CASA, 1^{ère} Adjointe au Maire, rappelle au Conseil Municipal que la modification simplifiée du PLU définie par une délibération du 28 mai 2012 a été soumise à une information publique du 11 juillet 2012 au 11 août 2012.

Le Conseil Municipal,

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 123-12, L 123-13, L 123-19, R 123-24 et R 123-25,
VU la délibération du Conseil Municipal en date du 22 août 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,
VU la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2012, engageant une modification simplifiée du P.L.U.,
VU l'arrêté municipal en date du 28 mai 2012 prescrivant l'ouverture d'une information publique relative à la modification simplifiée du P.L.U.,

ENTENDU l'exposé de Mme Anne-Marie CASA, 1^{ère} Adjointe au Maire,

Considérant par conséquent que ledit projet, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré,

☞ **Décide** d'approuver le dossier de modification simplifiée du P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente délibération,

☞ **Dit** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans le journal désigné ci-après :

- Journal *Sud Ouest*

✚ **Dit** que conformément au code de l'urbanisme, le dossier de modification simplifiée du P.L.U. ci-annexé est tenu à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux :

- à la Mairie,
- à la Préfecture de la Dordogne

✚ **Dit** que la présente délibération, accompagnée du dossier de modification simplifiée du P.L.U. qui lui est annexée, sera transmise au Préfet de la Dordogne.

La présente délibération deviendra exécutoire :

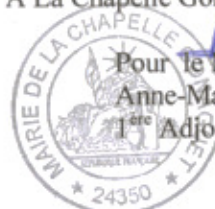
- dans un délai de un mois suivant sa réception par le Préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications ;

- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

Anne-Marie CASA, 1^{ère} Adjointe au Maire, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois, à compter :

- De sa transmission en Préfecture le : 11 septembre 2012
- De sa publication et/ou notification le :

Pour extrait certifié conforme,
A La Chapelle Gonaguet, le 11 septembre 2012



Pour le Maire empêché,
Anne-Marie CASA,
1^{ère} Adjointe au Maire

83
54
34

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers

En exercice : 15

Présents : 11

Votants : 12

L'an deux mil sept,

Le vingt deux aout,

Le Conseil Municipal de la commune de la Chapelle-Gonaguet
Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
A la Mairie, sous la présidence de M. Jean-Yves GUIDOUX
Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 8 aout 2007.

Objet : Approbation du Plan Local d'Urbanisme.

Certifié exécutoire par la Préfecture le :

Date d'affichage ou de notification :

PRESENTS : Messieurs : Jean-Yves GUIDOUX, Jean-Claude VALBOUSQUET, Michel DESHAYES, Dominique ROUBENE, Jean-Claude BRISSAUD, Jack TAVERNIER, Michel DUGENET, Louis de BROVES, Marcel GERVAISE, Serge GUICHARD et Alain LUCAS.

ABSENTS EXCUSES : Mesdames Léone ROUSSEAU, Josette CHAUVÉ et Francine HUYNH, Monsieur Yves LIAUD.

Madame Léone ROUSSEAU a donné pouvoir à Monsieur Jean-Yves GUIDOUX.
Melle Aude ESCALÉ a été élue secrétaire.

Le conseil municipal,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 13 septembre 2001 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

Vu le débat du conseil municipal sur les orientations du PADD en date du 29 septembre 2005 ;

Vu la délibération en date du 14 septembre 2006 du conseil municipal arrétant le projet de plan local d'urbanisme et tirant le bilan de la concertation ;

Vu l'arrêté municipal en date du 28 février 2007 prescrivant l'enquête publique du plan local d'urbanisme ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de M. le maire, après en avoir délibéré ;

Décide d'approuver le plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente ;

Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal.

Dit que, conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de La Chapelle Gonaguet ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Équipement et que dans les locaux de la préfecture de la Dordogne à Périgueux.

Dit que la présente délibération sera exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications ;
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Au registre sont les signatures,

Pour copie conforme

Le Maire

Jean-Yves GUIDOUX

